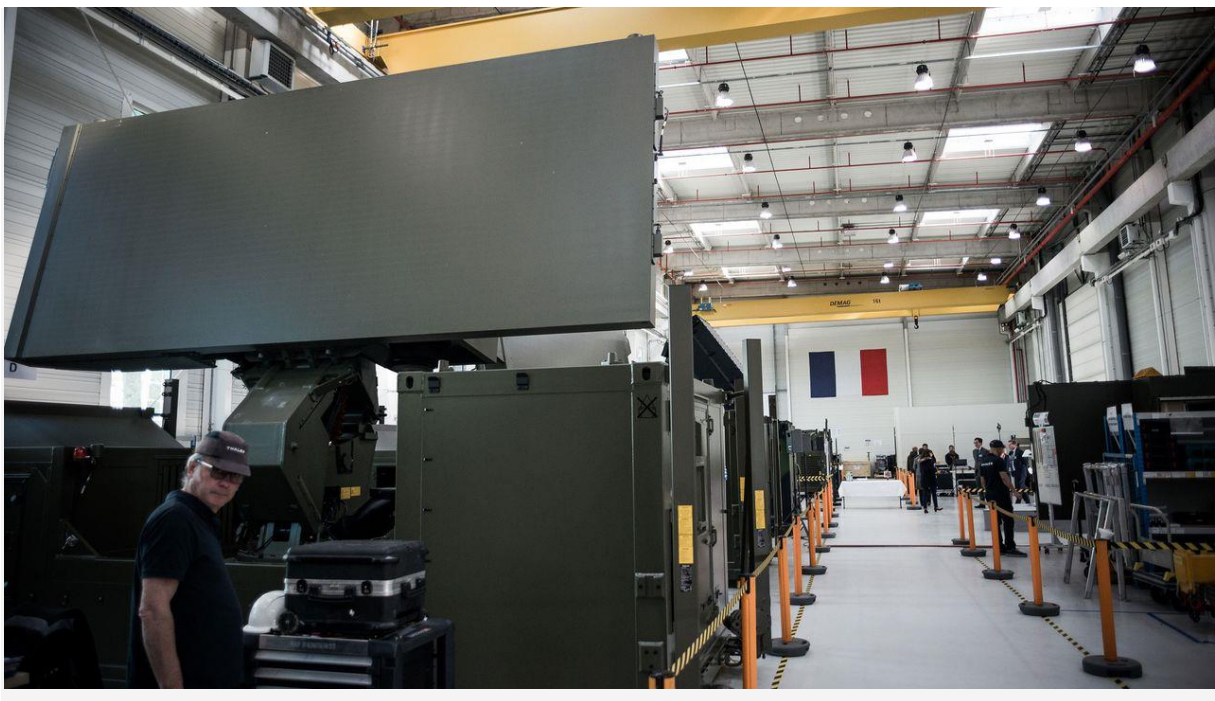


## Pour une nouvelle politique industrielle française

Par **Olivier Stephanopoli** (directeur général délégué d'OTCex)

Publié le 22/05 à 10h05 – en ligne [ici](#)

LE CERCLE - La crise sociale que traverse la France est intimement liée au puissant mouvement de désindustrialisation qui l'affecte depuis plus de 40 ans, analyse Olivier Stephanopoli, directeur général délégué d'OTCex. Des mesures fortes nécessitent donc d'être appliquées sans délai afin d'ordonner la reconquête manufacturière de notre pays.



Les blocages de la société française, l'émergence de tensions sociales et politiques, les rigidités économiques nécessitent de nouveaux choix stratégiques et des ajustements structurels conséquents. Une nouvelle politique économique et industrielle doit donc être préconisée, assise sur deux piliers fondamentaux : le soutien à la compétitivité de nos entreprises et une action en profondeur de diminution de nos dépenses publiques.

La stabilisation de notre écosystème fiscal est une nécessité impérieuse, car notre attractivité industrielle souffre de changements incessants dans ce domaine, ce qui modifie en permanence la rentabilité des investissements. Surtout, une politique assumée de l'offre doit permettre un supplément de croissance, sous réserve de pouvoir être mesurée en termes de contreparties tangibles pour l'emploi et pour l'activité économique. Elle pourrait ainsi s'orienter autour des principaux axes suivants.

## **1. Baisser les charges sociales des secteurs soumis à la concurrence internationale**

Les différents gouvernements qui se sont succédé, conscients de la discrimination économique pesant sur les entreprises françaises en raison d'un taux de charges sociales parmi les plus élevés du monde, ont tous mis en place des dispositifs d'allègements (baisse des charges sur les bas salaires, CICE récemment transformé en baisse de charges...). Ces dispositifs ont certes permis une progression du taux de marge des entreprises, mais se sont révélés désastreux sur le plan politique, en étant perçus très majoritairement par l'opinion publique comme des cadeaux faits aux entreprises.

Dans un contexte de rareté des ressources budgétaires publiques, les pouvoirs publics doivent désormais cibler les nécessaires dispositifs d'allègement de charges en concertation avec les organisations syndicales et patronales, en ciblant les seuls secteurs exposés à la concurrence internationale, au premier rang desquels se trouvent évidemment les secteurs industriels.

## **2. Baisser les impôts de production**

Tant en termes de compétitivité économique que de simplification administrative, une diminution en nombre, en assiette et en taux des **impôts et taxes pesant directement sur la production** s'avère nécessaire. Organic, CVAE, CFE, taxe sur la formation professionnelle, taxe d'apprentissage... ce sont au total plus de 250 taxes qui sont prélevées sur nos entreprises, pour une ponction annuelle totale d'environ 72 milliards d'euros, soit un montant plus de trois fois supérieur aux charges allemandes équivalentes.

## **3. Financer de la réindustrialisation**

La question du financement de la réindustrialisation doit naturellement être posée. Nous disposons déjà d'un outil efficace avec la création de la Banque publique d'investissement (Oseo, FSI, CDC Entreprises...), mais il est nécessaire pour répondre aux nouveaux défis à travers trois axes forts :

- le lancement d'un fonds souverain français abondé par une partie de l'épargne des Français dont la prise de risque supplémentaire serait compensée par un dispositif de défiscalisation adapté
- le rétablissement de l'ISF avec une défiscalisation à 100 % des sommes effectivement réinvesties au sein des entreprises industrielles françaises
- la transformation du système gaulliste de la participation des salariés aux bénéficiaires en un véritable dispositif d'actionnariat salarié au travers d'une politique novatrice d'attributions gratuites d'actions exonérées socialement et fiscalement.

#### **4. Baisser les dépenses publiques de manière ciblée**

Soutenir une nouvelle politique industrielle en diminuant suivant les propositions ci-dessus les prélèvements obligatoires nécessite bien entendu de trouver des économies au moins équivalentes.

Ces dernières doivent se faire en premier lieu en baissant sensiblement le niveau de nos dépenses publiques. Comme rappelé précédemment, le poids de nos dépenses totales en 2017 est en effet de 56,5 % du PIB contre 43,9 % pour l'Allemagne, soit un écart de plus de 12 points de PIB (environ 280 milliards d'euros !).

La baisse des dépenses publiques devra prioritairement porter sur **l'alignement inévitable de l'âge de la retraite** sur les pratiques européennes, sur la mise en place d'une action beaucoup plus volontariste de diminution des arrêts maladie (16 jours ouvrés en moyenne par an dans le secteur privé) et de modification de certaines pratiques de prescriptions abusives, ainsi que sur la baisse des effectifs de la fonction publique.

En conclusion, le devoir des pouvoirs publics est d'engager sans délai toutes les actions indispensables au renouveau industriel de notre pays, tout en identifiant les grands chantiers technologiques et scientifiques qui serviront de base à cette mobilisation d'intérêt général. La triple cassure sociale, sociétale et territoriale commande en effet d'agir vite et fort, en créant préalablement les conditions du consensus national : intégration véritable des corps intermédiaires dans les processus de décision, décentralisation des processus de décision, respect de l'équilibre entre efficacité économique et équité sociale lors des prises de décisions.

**Olivier Stephanopoli** est directeur général délégué d'OTCex.

(URL : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-lurgence-dune-nouvelle-politique-industrielle-francaise-1023048>)